

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la position du gouvernement est toujours telle qu'énoncée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ce qu'il disait en janvier 1986 et ce que nous avons déclaré depuis est conforme à la position qu'il a établie. J'ajoute que c'est conforme aux vues des précédents gouvernements.

LES RECHERCHES ENTREPRISES PAR LES ÉTATS-UNIS

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, après une telle réponse, le premier ministre dira-t-il au président Reagan que le Canada n'appuiera pas l'IDS au-delà des recherches en laboratoire parce que ce serait là une violation de l'article 5 du traité sur les MAB qui porte que, je cite, «chaque partie s'engage à ne pas mettre au point, tester ou déployer des systèmes ou des composantes antibalistiques...?»

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, en raison des recherches menées par les Soviétiques dans des domaines comparables, nous avons exprimé l'avis que de telles recherches étaient prudentes. Cependant, elles doivent demeurer dans les limites des dispositions du traité sur les MAB.

M. Blackburn (Brant): Le direz-vous au président?

M. Mulroney: Pas plus tard que la semaine dernière, le président des États-Unis a été conseillé en ce sens par le gouvernement du Canada.

M. Caccia: De quelle manière?

M. Mulroney: Il est informé de notre position et de notre intérêt soutenu pour ce sujet.

* * *

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX AGRICULTEURS DE LA SASKATCHEWAN

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vendredi dernier, le premier ministre de la Saskatchewan a déclaré aux agriculteurs de cette province qu'ils recevraient du gouvernement du Canada quelque 457 millions de dollars en paiement d'appoint en espèces. Le ministre pourrait-il confirmer aujourd'hui cette promesse du premier ministre de la Saskatchewan? S'agit-il simplement d'une garantie de prêt qu'il continue de faire miroiter aux agriculteurs de cette province en se gardant bien de leur dire la vérité avant les élections?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'une garantie de prêt...

M. le Président: A l'ordre. Je demande aux députés de ne pas mettre en doute, lorsqu'ils posent leurs questions, l'intégrité ou l'honnêteté d'autres députés de la Chambre. Je suis sûr que ce n'était pas là l'intention du député. Je prie les députés de noter que le Président est tenu d'intervenir lorsque certaines expressions sont employées. Le ministre peut répondre à la question.

Questions orales

M. Wise: Monsieur le Président, je crois pouvoir répondre aux préoccupations du député en soulignant qu'il s'agit du plus important programme d'aide jamais consenti aux agriculteurs canadiens dans l'histoire de notre pays.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE UNE ANNONCE AVANT LES ÉLECTIONS PROVINCIALES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux poser une question supplémentaire. Le ministre de l'Agriculture nous dira-t-il si, oui ou non, on accordera 457 millions de dollars à la Saskatchewan? S'agira-t-il d'un paiement d'appoint? Finalement, est-ce que ce sera annoncé avant les élections en Saskatchewan? Qu'il me réponde par oui ou par non, c'est très simple.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, c'est peut être très simple du point de vue du député, ce qui me donne à penser qu'il ne comprend pas bien la nature complexe du Canada. Cela ne fait aucun doute.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Wise: Si nous choisissons des solutions simplistes, alors oui je pourrais répondre à la question par oui ou par non.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

LA CRÉATION D'UN OFFICE NATIONAL DE COMMERCIALISATION DES OEUFS D'INCUBATION—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, depuis quatre ans, l'Association canadienne des producteurs d'oeufs d'incubation demande la reconnaissance officielle d'un office national de commercialisation des oeufs d'incubation au Cabinet du ministre de l'Agriculture à qui je vais poser ma question. Le dossier a été présenté au sous-comité du Cabinet sur le commerce extérieur. Tenant compte de l'urgence du règlement de ce problème pour les producteurs d'oeufs, est-ce que le ministre entend donner de bonnes nouvelles positives sur ce dossier dans un délai relativement court?

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il est manifeste que mon collègue sait qu'il est irrégulier pour moi d'indiquer à quelle étape est rendu un projet de loi ou une question dont le Cabinet est saisi. Cependant, je veux rappeler au député que depuis 1976, notre parti maintient que les producteurs doivent choisir eux-mêmes le système de commercialisation qui convient le mieux à leurs besoins. C'est notre position et nous n'en changerons pas.